

Des mesures d'autorité

Dans sa guerre contre les trafiquants de devises, la Banque Centrale de Mauritanie vient de lancer un ultimatum leur enjoignant d'échanger leurs devises chez les intermédiaires agréés ou d'ouvrir des comptes dans les banques et ce avant le 24 juin prochain. Faute de quoi, ils risquent la saisie de leurs devises, des amendes cinq fois supérieures au montant saisi et la prison. La croisade menée par les pouvoirs publics contre le marché parallèle, accusé de tuer l'ouguiya, ne connaît apparemment pas de répit. Après le coup de force contre le marché de la capitale, l'arrestation de quelques personnes accusées de s'adonner au trafic des devises et la mise en garde du ministre des Finances contre ce genre de pratiques, le pouvoir semble décidé à aller jusqu'au bout

pour tenter d'éradiquer le marché noir. Mais est-ce le marché noir la seule cause de la dégringolade de la monnaie nationale?

La dégringolade de l'ouguiya face aux devises étrangères (principalement l'Euro) n'a pas été observée seulement depuis un mois pour justifier un coup de pied dans la fourmilière du marché noir de la part des autorités. Elle est visible depuis près de deux ans maintenant et s'est accentuée depuis le 8 juin 2003 avec la fuite, progressive des capitaux d'un pays, dont on s'est rendu soudainement compte qu'il n'est pas à l'abri des soubresauts, vers des cieux plus sûrs.

En un an et demi, l'ouguiya a perdu près d'un quart de sa valeur face à l'Euro (310 contre 420). Les trafiquants et les spéculateurs avaient, en effet, toutes les cartes en main et fixaient le prix des devises au jour le jour sans tenir compte d'aucune donnée économique. Il faut dire que l'absence de l'Etat a été fatal. La BCM,

qui régulait le marché en injectant des devises par l'intermédiaire des banques primaires et des bureaux de change, a fini par baisser les bras.

Ses responsables accusent ces intermédiaires agréés d'alimenter le marché noir au lieu d'essayer d'influer sur le cours de l'ouguiya. Et ils avaient en partie raison. Les banques, qui appartiennent toutes à des hommes d'affaires/commerçants/importateurs, utilisaient les devises pour leurs propres besoins et les bureaux de change étaient devenus des officines du marché parallèle, achetant les devises au prix de la Banque Centrale et les écoulant au noir avec une confortable marge.

Importateurs sur le carreau

La première victime de cette situation chaotique est d'abord l'ouguiya, trébuchée au gré des spéculations et ne valant plus grand chose. La monnaie nationale souffrait le martyr face aux autres monnaies même le franc

CFA. A tel point qu'il fallait déboursier 3100 UM pour avoir 5000 F CFA. On n'était plus loin de la parité si la dégringolade continuait à ce rythme.

Deuxième victime de cette situation, les importateurs n'arrivaient pas à obtenir de quoi payer leurs fournisseurs et étaient obligés de se rabattre sur le marché noir, augmentant du coup l'offre et la pression sur les devises. Conséquence : les prix de tous les produits ont flambé même ceux fabriqués localement. La situation est devenue telle que la hausse des prix était au centre de toutes les discussions et tout le monde se plaignait de ne plus pouvoir faire face au coût de la vie.

C'est dans ce contexte et après de longues hésitations, qu'un comité interministériel, qui planchait sur la question de l'ouguiya, a décidé d'utiliser la méthode forte contre les trafiquants de devises dont le marché de la capitale était devenu la principale planque.

Jeudi 3 juin dernier, plusieurs voitures de police et une brigade de douane

ne investissent le marché de la capitale, perquisitionnent quelques boutiques, saisissent des devises et arrêtent des dizaines de trafiquants. Le coup de filet mené en même temps à Nouadhibou, Rosso, Kaédi et Sélibaby permettra d'arrêter une centaine de personnes qui seront toutes libérées après deux ou trois jours non sans avoir été menacées des pires représailles si elles continuaient ce trafic.

Le résultat ne se fait pas attendre. Dès le dimanche 6 juin, l'ouguiya retrouve une seconde jeunesse. Les "échangeurs", ces jeunes qui vous interpellent dès que vous empruntez un axe menant au marché de la capitale, ont disparu comme par enchantement. Et les boutiquiers, qui s'adonnaient au change en toute illégalité, refusent même de répondre aux questions sur la descente de la douane et de la police.

Dans les bureaux de change, l'Euro qui se vendait deux jours auparavant à 420 UM est proposé à 340 à toute personne présentant un passeport et un titre de voyage.

Des mesures d'autorité

Suite de Une

Réorganisation

Au niveau de la BCM, on ne veut pas entendre parler d'une remise en cause de la libéralisation de la politique des changes mais d'une "réorganisation" qui, estime-t-on, est devenue nécessaire à cause de la différence énorme entre le cours de l'ouguiya sur les marchés officiel et parallèle alors qu'il ne doit pas dépasser 5% selon le Fonds monétaire international, le gendarme de la monnaie.

L'Association des Bureaux de Change (ABC), pour sa part, s'est félicitée de l'opération menée contre son "concurrent déloyal et principal qu'est le marché parallèle". Selon son président, l'Association "a soutenu l'opération dès le premier jour et nous pensons que si la BCM injecte des devises, l'ouguiya va se stabiliser. Et d'après nos entretiens avec le gouverneur, nous pensons que l'Etat veut aller jusqu'au bout pour réguler le marché et mettre fin aux trafics de devises".

Cela voudra-t-il dire que tous nos problèmes sont réglés? Que le marché parallèle a disparu pour de bon? Rien n'est moins sûr.

La décision a été certes saluante puisque l'ouguiya avait atteint un stade où on n'était pas loin du coma et elle est remontée mais cela ne constitue pas à lui seul une panacée. D'autres mesures d'accompagnement sont nécessaires comme une gestion prudentielle des banques, le soutien du marché de change par la fourniture de devises aux importateurs, une plus grande rigueur budgétaire et un contrôle strict des intermédiaires agréés (bureaux de change et banques). L'un des grands problèmes qui a provoqué cette crise de devises est le financement des importations destinées non seulement à la Mauritanie mais aussi aux pays voisins (Mali et Sénégal). Pour un pays de moins de trois millions d'habitants qui connaît ses besoins et qui a suffisamment de devises pour y faire face, la solution est pourtant très simple: un contrôle plus rigoureux des importa-

tions aussi bien au niveau des banques que de la douane. Mais tout cela n'est que le maillon d'une chaîne où rien ne se fait selon la réglementation. L'importateur peut effectuer des transferts de devises sans rien importer, il peut déclarer une marchandise alors qu'il amène une autre et peut réexpédier les produits vers les pays voisins sans craindre de sanctions.

La Mauritanie est ainsi faite: la corruption, les passe-droits et le faux sont désormais érigés en règle. Ce qui risque d'être un grand frein à toute opération de redressement.

L'Etat a certainement les moyens et outils nécessaires pour venir à bout de cette situation, qui est encore récupérable. Mais ce qui est à craindre est que l'action des pouvoirs publics s'arrête aux patrouilles communes entre la police et la douane et la chasse des vendeurs ambulants des devises qui ne représentent que la partie visible de l'iceberg. En effet, une semaine après cette opération coup de poing dans le marché de la capitale, aucune autre mesure concrète ne semble avoir été prise pour résorber la crise. On a parfois l'impression qu'on a voulu faire croire que la crise monétaire est provoquée par un seul facteur: la spéculation sur la devise. Et qu'il a suffi l'intervention musclée de la police et de la douane pour "corriger" le taux de change. Cette affirmation est d'autant plus fautive que le redressement de l'ouguiya par rapport à l'Euro n'est qu'une opération de façade. Il est vrai que les bureaux de change et autres "échangeurs" des devises n'acceptent plus d'acheter la monnaie européenne qu'au taux officiel défini par la BCM. Mais le problème est qu'ils ne la revendent pas et que les importateurs continuent de payer l'euro à plus de 420UM auprès de personnes intermédiaires qui détiennent les devises à l'étranger et qui ne sont pas encore convaincues par les mesures prises jusqu'ici par les autorités financières. La BCM est donc appelée à agir sur la situation à travers des mesures objectives et claires autres que la répression policière et douanière. Elle doit, par exemple, arrêter une politique transparente de vente de devises aux banques primaires et veiller à ce que les importateurs de produits de première nécessité soient les premiers servis et au taux officiel. Elle doit également imposer son autorité aux banques et exiger d'elles de jouer un rôle autre que celui de petites boutiques exclusivement au service des groupes économiques affiliés à leurs propriétaires.